

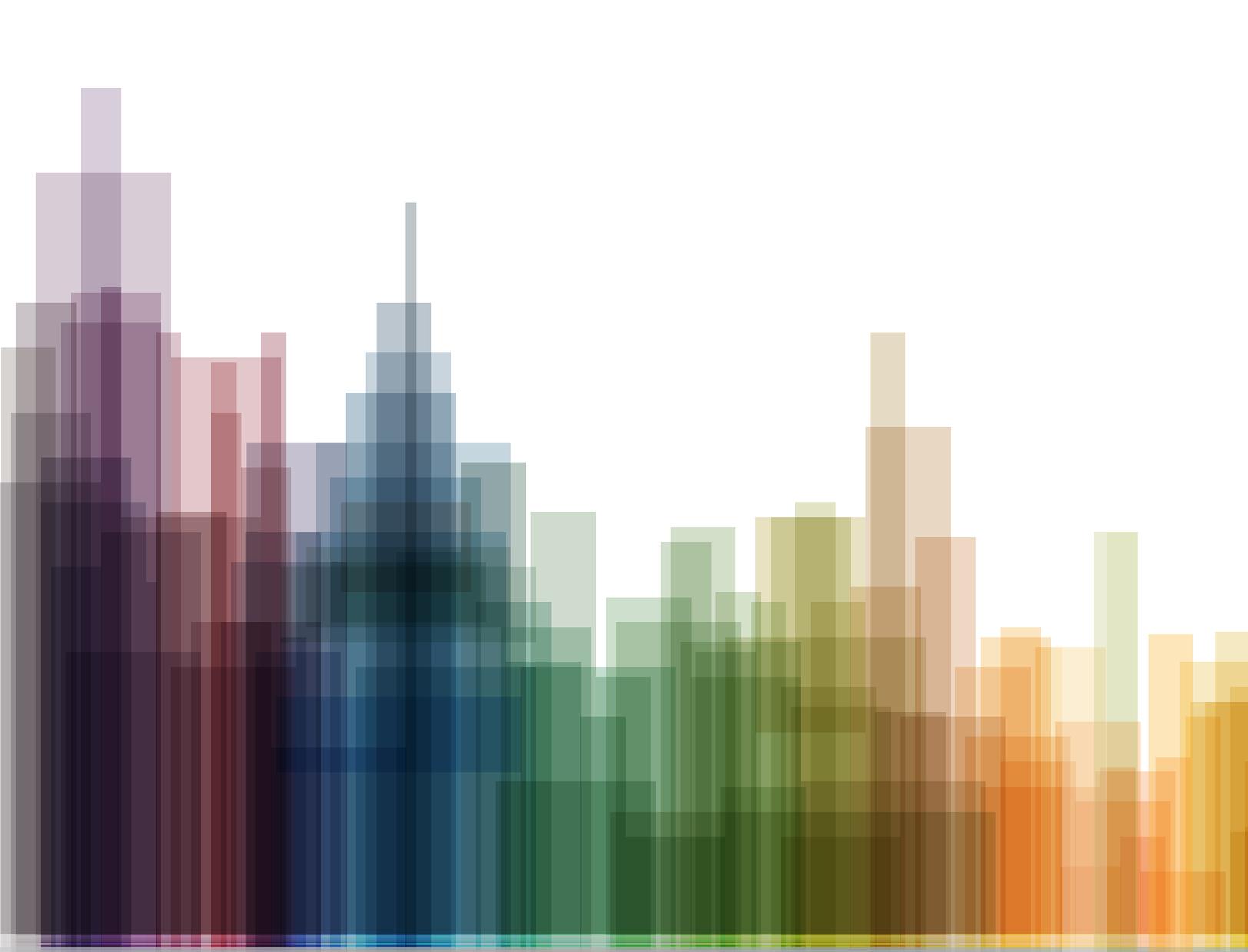
# LE BULLETIN MENSUEL DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR

Numéro 1 | Décembre 2018



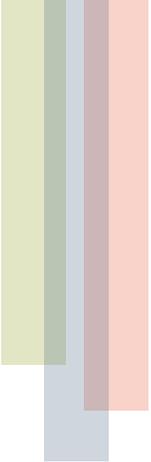
GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

GRUPE AFRIQUE II



## SOMMAIRE

Avant-propos de l'Administrateur .....	1
Prise de fonction de l'Administrateur et de son Suppléant .....	2
Atelier sur la Stratégie du Bureau .....	3
Revue à mi-parcours de l'IDA18 .....	4
Les deux représentants du Groupe Afrique II aux réunions de l'IDA18.....	7
Entretien avec S.E. M <sup>me</sup> Kané Aichatou Boulama, Ministre du Plan du Niger .....	9
Projet Nachtigal .....	12
Autres projets approuvés par le Conseil.....	12
Forum sur la finance mixte en Afrique .....	12
L'Administrateur Jean-Claude Tchatchouang est nommé Vice-Président du Comité du Budget .....	13
Journée culinaire du Cameroun.....	13



## AVANT-PROPOS DE L'ADMINISTRATEUR

Mesdames, Messieurs les Gouverneurs,

J'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter un nouvel outil de communication que je mets en œuvre à partir de ce premier numéro de décembre 2018 pour maintenir avec vous une communication ouverte et continue destinée à vous mettre au courant de la vie et des activités du Bureau de façon plus régulière.

Permettez-moi de saisir l'occasion pour vous renouveler ma gratitude pour la confiance que vous avez placée en ma personne pour représenter les pays de notre groupe au sein du Conseil d'Administration du Groupe de la Banque mondiale. Je compte focaliser mon mandat autour de quatre axes, comme je vous l'ai indiqué au cours de mon allocution à Bali le 12 octobre 2018, à savoir : i) mobiliser les ressources au profit du secteur public de nos pays ; ii) exhorter la SFI et la MIGA à jouer un rôle de premier plan dans le financement du développement des pays pauvres notamment en Afrique ; iii) promouvoir l'adaptabilité des approches, des initiatives et des instruments du Groupe de la Banque mondiale au contexte spécifique de nos pays ; et iv) renforcer la voix et la représentation de notre groupe au sein du Groupe de la Banque mondiale. À cet égard, je partagerai avec vous dans les jours qui viennent la stratégie que j'ai mise en place pour assurer la réalisation de ces quatre piliers. Je suis convaincu qu'une communication permanente et suivie avec vous renforcera l'efficacité dans la poursuite de ces priorités.

Le présent Bulletin sera publié à votre attention chaque mois et portera aussi bien sur la vie du Bureau que sur les différentes réunions auxquelles nous participons à l'intérieur et à l'extérieur de la Banque, ainsi que les dossiers et projets approuvés au cours du mois par le Conseil d'Administration de la Banque et qui concernent nos pays.

Vos observations et commentaires pour améliorer cet outil de communication seront les bienvenus. Je serais en effet intéressé par les sujets que vous aimeriez voir y figurer ou ceux dont vous pensez que l'intérêt n'est pas avéré, afin qu'entre le Bureau et vous s'instaure une ligne de communication qui me permet non seulement de vous donner l'information continue sur les actions les plus importantes dans la conduite de ma mission et sur nos activités au sein du Groupe de la Banque mondiale, mais aussi de bénéficier de façon permanente de vos conseils et suggestions.

Tout en vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à ce nouvel outil de communication, je vous réitère ma disponibilité à vous soutenir dans vos efforts respectifs et collectifs pour le développement économique et social de nos pays et à œuvrer avec vous au renforcement de la coopération entre chacun de nos pays et le Groupe de la Banque mondiale.



Jean-Claude Tchatouang

## PRISE DE FONCTION DE L'ADMINISTRATEUR ET DE SON SUPPLÉANT

Le vendredi 12 décembre 2018 à Bali en Indonésie les Gouverneurs du groupe Afrique II à la Banque mondiale et au FMI ont procédé à l'élection de M. Jean Claude Tchatchouang, de nationalité camerounaise, comme Administrateur représentant leurs pays respectifs au sein du Conseil d'Administration du Groupe de la Banque mondiale (GBM), pour un mandat de 2 ans, conformément au principe de rotation des Administrateurs du groupe Afrique II instauré par les accords de Toronto en 1982 et révisé à Washington en 2007. Par la même occasion, et selon le même principe, M. Alphonse Ibi Kouagou, de nationalité béninoise, a été désigné comme Administrateur suppléant.

La nouvelle équipe a pris fonction le 1<sup>er</sup> novembre 2018, en même temps que le nouveau Conseil d'Administration du GBM issu des élections par les pays et groupes de pays désignant les 25 membres du Conseil, dans le cadre du principe statutaire de renouvellement de cet organe chaque deux ans.

Dans son rôle d'Administrateur, M. Jean Claude Tchatchouang participera à l'approbation du budget, du programme d'activités et de tout dossier de prêt, de crédit et de don à tout pays membre ou à toute entité opérant en son sein, mais aussi tout document de politique, d'orientation ou de stratégie générale, administrative, sectorielle, ou sur tout pays, initiés par le GBM ou par chacune de ses entités, notamment la Banque internationale pour la Reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (SFI), et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Par ailleurs, il défendra les intérêts des 23 pays qui l'ont élu au sein de la Banque en interagissant avec les autres membres du Conseil d'Administration et avec l'équipe de Direction de la Banque. Il sera assisté dans ces fonctions par l'Administrateur suppléant.



**JEAN-CLAUDE TCHATCHOUANG**

Le nouvel Administrateur représentant les 23 pays membres du groupe Afrique II au Conseil d'Administration du Groupe de la Banque mondiale (GBM), Monsieur Jean-Claude Tchatchouang, est de nationalité camerounaise.

Avant d'être nommé à cette position, M. Tchatchouang a servi comme Administrateur Suppléant au sein du GBM (2017-2018), Conseiller Principal de l'Administrateur représentant le même groupe de pays au sein du GBM (2003-2016).

M. Tchatchouang a occupé plusieurs fonctions parmi lesquelles Analyste financier Principal à Fannie Mae à Washington, DC (2002-2003) ; Contrôleur au sein du Groupe Mitchell à Washington, DC (1998-2000) ; Économiste à la Banque mondiale (1996-1998) ; Économiste au FMI (1992-1995) et Chef de Service au Siège de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) à Yaoundé au Cameroun (1982-1992).

M. Tchatchouang est titulaire d'un diplôme d'expertise comptable de l'État de Virginie aux États-Unis (2000). Il est en outre titulaire d'un Master en Économie et Finance Internationale de l'Université Brandeis aux États-Unis (1998), d'un Master d'Économie de l'Université de Yaoundé, et d'un diplôme d'Ingénieur statisticien de l'Institut de la Statistique et d'Économie appliquée de Yaoundé.



ALPHONSE IBI KOUAGOU

Le nouvel Administrateur Suppléant du groupe Afrique II au Conseil d'Administration du Groupe de la Banque mondiale (GBM), Monsieur Alphonse Ibi Kouagou est de nationalité béninoise.

Avant d'accéder à cette fonction, M. Kouagou était Gestionnaire principal de Portefeuille à la Société financière internationale (SFI). À cette position, il était responsable du montage des dossiers financiers, de la gestion de portefeuille, de la finance d'entreprise, du financement des projets et du financement syndiqué. Il a travaillé au sein de la SFI de 2001 jusqu'à sa nomination au poste d'Administrateur Suppléant au sein du GBM.

Monsieur Kouagou est titulaire d'un *Bachelor of Science* (BS), d'un diplôme d'expertise Comptable et d'un Master en Gestion des Entreprises, obtenus aux États-Unis.

## ATELIER SUR LA STRATÉGIE DU BUREAU

Le Mercredi 7 Novembre 2018, l'Administrateur Jean-Claude Tchatchouang a organisé dans les locaux de la Banque mondiale, un atelier de validation de la stratégie de son Bureau pour les deux prochaines années. Présidé par l'Administrateur, l'atelier a vu la participation de l'Administrateur suppléant, M. Alphonse Ibi Kouagou ainsi que de tout le personnel du Bureau.

L'atelier a permis aux participants d'avoir une compréhension commune des principaux axes stratégiques qui guideront le travail du Bureau pendant les deux prochaines années. Les participants ont également convenu des principales actions nécessaires à une mise en œuvre réussie de la stratégie.

Cette stratégie s'inscrit dans le cadre de la vision de l'Administrateur sur l'appui à apporter aux pays du groupe Afrique II individuellement et collectivement en vue de favoriser un partenariat fructueux avec le Groupe de la Banque mondiale (GBM).

Dans sa présentation, l'Administrateur a d'abord situé le contexte de l'élaboration de ladite stratégie, caractérisée par les défis persistants auxquels les pays du groupe continuent de faire face et les opportunités qui existent au sein du Groupe de la Banque mondiale, notamment en termes d'instruments et de ressources issues de la reconstitution de l'IDA18 et de la récente augmentation du capital de la BIRD. Il a ensuite articulé le reste de sa communication autour : i) des quatre axes prioritaires de la stratégie y compris les douze objectifs ;

ii) des mécanismes de mise en œuvre ; iii) des risques potentiels ; et iv) de la matrice de suivi-évaluation.

Le premier axe stratégique vise la mobilisation des ressources financières. Il s'agira pour le Bureau de l'Administrateur de renforcer le plaidoyer pour une forte reconstitution des ressources de IDA19, mais également de veiller à un accès accru aux ressources de la BIRD. Le second axe vise principalement le renforcement des engagements avec le GBM pour mieux appuyer les pays dans leurs efforts pour mobiliser les capitaux privés en vue d'une plus grande diversification économique et de la création d'emplois. Le plaidoyer à ce niveau vise entre autres : i) un renforcement des appuis budgétaires en vue d'éliminer les obstacles au financement du secteur privé ; ii) un engagement accru de la SFI pour des interventions mieux ciblées notamment le déploiement d'outils prévues dans le cadre de la stratégie à long terme de la SFI, intitulée IFC 3.0. ; et iii) un renforcement des engagements de la MIGA à mobiliser davantage d'investissements étrangers directs.

Le troisième axe stratégique vise le renforcement du dialogue avec le GBM autour du cadre de partenariat avec les pays notamment à travers les secteurs clés ayant un potentiel pour la diversification des économies des pays et la création d'emplois (Énergie, TIC, Agribusiness et Tourisme). Une attention particulière est également apportée aux besoins spécifiques de certains groupe de pays, notamment les pays en situation de fragilité, de conflit et de violence (FCVs), les pays à revenu intermédiaire et les petits États.

Enfin, le dernier axe vise le renforcement de la voix et l'amélioration de la représentation du groupe Afrique II.

## REVUE À MI-PARCOURS DE L'IDA18

La revue à mi-parcours constitue une étape importante du processus de reconstitution des ressources de l'IDA. Elle se déroule généralement après un an et demi de mise en œuvre et offre l'occasion de faire un examen approfondi et critique de l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements stratégiques et du niveau d'exécution financière en vue d'identifier et de valider les ajustements nécessaires pour le restant du cycle.

La revue à mi-parcours de l'IDA18 a eu lieu du 12 au 15 novembre 2018 à Livingston, en Zambie, en présence de responsables gouvernementaux, des plénipotentiaires de l'IDA et de représentants des pays membres emprunteurs<sup>1</sup>. Le Groupe Afrique II était représenté par M<sup>me</sup> Aichatou Boulama Kane, Ministre du Plan du Niger, assistée par une équipe du Bureau conduite par l'Administrateur Jean-Claude Tchatchouang, et comprenant M<sup>me</sup> Mamou Ehui, conseillère principale de l'Administrateur, et M<sup>me</sup> Gnyam Koumtingue, conseillère de l'Administrateur.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Son Excellence Edgar Lungu, Président de la République de Zambie. Les discussions ont été coprésidées par M<sup>me</sup> Kristalina Geogieva, Directrice Générale, Chief Executive Officer (CEO) de la Banque mondiale, et M<sup>me</sup> Antoinette Sayeh, Experte associée émérite du Centre pour le développement mondial (*Center for Global Development*, CGD) basé à Washington, DC. Au cours des trois jours de réunion, la Direction du Groupe de la Banque mondiale a présenté douze exposés articulés autour de : i) l'état de mise en œuvre globale de l'IDA18 y compris une session dédiée au guichet IFC-MIGA pour le secteur privé ; ii) l'examen des mesures de transition ; iii) les 5 thèmes spéciaux et les engagements stratégiques de l'IDA18 ; iv) les orientations stratégiques proposées pour l'IDA19 ; et v) la viabilité financière à long terme de l'IDA et les discussions sur les droits de vote de l'IDA. Les conclusions suivantes se sont dégagées des échanges :

Des discussions menées en plénière et dans les groupes de travail ont permis d'aboutir à des suggestions allant dans le sens d'améliorer le document en général et d'affiner la matrice des actions et des résultats attendus.

### A. Mise en œuvre globale de l'IDA18 et mesures d'ajustement

- Il se dégage des présentations que la mise en œuvre des engagements pris sous IDA18 au cours de la première moitié du cycle a été robuste. Des progrès notables sont enregistrés au niveau des 46 engagements stratégiques pris dans le cadre des 5 thèmes spéciaux. Le niveau de l'exécution financière, autour de US\$ 27 milliards sur les US\$ 75 milliards mobilisés a également été jugé satisfaisant. Le lancement du premier emprunt obligataire de l'IDA a été un succès et a permis de lever US\$ 1,5 milliard sur les marchés financiers internationaux.
- Les participants ont exprimé leur appréciation de la qualité de la coprésidence et des documents présentés. Ils ont également marqué leur satisfaction pour le niveau de l'exécution à mi-parcours des engagements de l'IDA18 tout en demandant qu'une plus grande attention puisse être accordée aux résultats pendant le reste du cycle. Conscients du fait que des défis substantiels persistent, les participants ont exhorté la Direction de la Banque mondiale à être vigilante sur : i) la question des impacts et des résultats ; ii) les soldes non décaissés ; iii) l'équilibre entre l'allocation de base et les guichets ; et iv) l'augmentation du nombre d'opérations dans les pays fragiles et la poursuite du renforcement du personnel de la Banque en poste dans ces pays.
- Les participants ont pris bonne note des mesures d'ajustements proposées en vue de renforcer l'utilisation efficiente des ressources au cours de la seconde moitié du cycle de l'IDA18. À cet effet, ils ont reconnu la nécessité d'accorder plus de flexibilité à la Direction pour la réallocation des ressources entre les différents guichets. Ils ont cependant recommandé une approche en deux phases et ont donné leur accord pour qu'un certain nombre de propositions de réallocation soient soumises au Conseil d'Administration en janvier 2019, suivie plus

<sup>1</sup> Depuis l'IDA13, des représentants des pays emprunteurs de chaque région IDA ont été invités à prendre part aux négociations sur la reconstitution des ressources, afin d'accroître l'ouverture et d'aider à faire en sorte que les politiques de l'IDA soient adaptées aux besoins et à la situation des pays.

# L'IDA ET LE PROCESSUS DE RECONSTITUTION DE SES RESSOURCES

## Qu'est-ce que l'IDA ?

L'Association internationale de développement plus connue sous le sigle IDA est l'une des cinq institutions du Groupe de la Banque mondiale. Créée en 1960, l'IDA appuie le développement à long terme et la lutte contre la pauvreté en accordant des dons et des prêts à des taux très concessionnels aux pays membres pour financer leurs programmes.

L'éligibilité d'un pays aux ressources de l'IDA repose fondamentalement sur son niveau de revenu national brut (RNB) par habitant, qui ne doit pas excéder un seuil prédéfini (US\$ 1 145 par habitant pour l'exercice fiscal 2018–2019) mais également sur sa faible côte de crédit qui ne lui permet pas d'emprunter aux conditions du marché. En ce moment, l'IDA accorde une assistance financière à 75 pays les plus pauvres du monde, dont 39 en Afrique et 20 pays de notre groupe (Afrique II). Au cours de l'année fiscale écoulée, les engagements financiers de l'IDA se sont chiffrés à environ US\$ 25 milliards dont 5 milliards sous forme de dons.

## Processus de reconstitution des ressources de l'IDA

La reconstitution des ressources de l'IDA se fait tous les trois ans et constitue l'occasion pour les représentants des pays contributeurs appelés « délégués ou plénipotentiaires de l'IDA » et les représentants des pays emprunteurs, d'examiner la pertinence du cadre d'action de l'IDA et de décider des nouvelles orientations. La reconstitution des ressources est l'aboutissement d'un processus de négociation au cours de quatre réunions étalées sur une année. Les ressources de l'IDA proviennent essentiellement des contributions des Etats membres et des transferts de Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de la Société financière internationale (SFI).

La dix-huitième reconstitution de l'IDA, ou encore IDA18, achevée en décembre 2016, a permis de mobiliser un montant record de US\$ 75 milliards. Un nouveau modèle de financement a été introduit afin de permettre à l'IDA de lever des fonds sur les marchés financiers pour compléter les ressources des donateurs. Cette reconstitution a vu également l'adoption de cinq « thèmes spéciaux » et d'une série d'engagements stratégiques pour focaliser davantage l'action de l'IDA sur les principaux défis auxquelles les pays sont confrontés. En plus des allocations de base affectées au pays suivant un indice basé sur les performances, des guichets spécifiques ont été créés pour renforcer la capacité de l'IDA à répondre aux besoins de financement de ses clients. Il s'agit du guichet de financement du secteur privé IFC-MIGA, du sous guichet du Programme régional pour les réfugiés, du guichet de financement complémentaire ou « *Scale-Up Facility* », du mécanisme de réponse aux crises et du mécanisme d'appui transitoire.

tard par des consultations avec les délégués de l'IDA aux réunions de printemps et aux assemblées annuelles 2019.

- S'agissant du sous guichet pour les réfugiés, les participants ont reconnu la nécessité d'inclure dans le mécanisme de réponse aux crises un instrument d'action rapide en cas de crise et de prévention et ont convenu de relever le plafond national de US\$ 400 millions à 500 millions. Le recadrage de l'exemption de subvention a recueilli un large appui, mais il n'y a eu aucun accord sur l'élargissement de l'aide aux pays « GAP<sup>2</sup> » au motif que les fonds de l'IDA devraient demeurer pour les pays les plus pauvres.
- Les participants ont approuvé une allocation exceptionnelle de US\$ 400 millions pour soutenir la crise d'urgence au

Yémen au cours des deux prochaines années. La demande de réaffectation de US\$ 600 millions sur le milliard réservé au Régime de redressement pour la Syrie n'a pas été approuvée. Les participants se sont mis d'accord sur une allocation partielle au Liban pour les réfugiés syriens, mais ont demandé que le solde restant soit conservé pour un réengagement éventuel du Groupe de la Banque mondiale avec la Syrie.

## B. Le guichet IFC-MIGA pour le secteur privé

Les participants ont reconnu que le guichet SFI-MIGA de financement du secteur privé (PSW) était un instrument novateur essentiel, réunissant la SFI et la MIGA pour renforcer les activités du secteur privé dans les pays membres de l'IDA

<sup>2</sup> Les pays GAP sont les pays à revenu intermédiaire n'ayant accès ni aux ressources de l'IDA ni à celles de la BIRD en raison à la fois du niveau relativement élevé de leurs revenus par tête et de leur solvabilité insuffisante.

et ceux en situation de fragilité, de conflit et de violence (FCV). Ils ont reconnu qu'il s'agissait d'un nouveau guichet et qu'il faudra donc plus de temps pour optimiser les avantages de ce guichet pour les clients. Ils s'attendent à ce que, pour la seconde moitié de l'IDA18 et au-delà, ce guichet puisse financer des projets de haute qualité et créer des marchés plus rapidement. Ils ont appelé à des efforts accrus pour promouvoir les investissements et les entrepreneurs locaux et mettre l'accent sur l'impact sur le développement.

### C. L'examen des mesures de transition

À propos de l'appui aux pays en transition et du changement de leur statut, les participants ont convenu que la période transitoire devrait être utilisée pour préparer les pays sortant du statut IDA afin de faciliter une transition progressive. Ils ont recommandé à la Direction de la Banque mondiale de fournir davantage d'informations sur l'accès aux guichets de l'IDA pour les pays récemment sortis du régime IDA et les petits États. Ils ont endossé la proposition de réduire d'un tiers l'appui transitoire offert aux pays au cours de l'IDA18. Ils ont également convenu de maintenir la suspension de la clause de remboursement accéléré jusqu'à la fin de l'IDA18 pour les trois pays récemment sortis du régime de l'IDA, et de maintenir le plafond de 7 % de l'allocation basée sur la performance pour les pays mixtes et largement peuplés. Cependant, ils ont estimé que les ressources de la BIRD sont suffisantes pour couvrir les deux premiers programmes pour les pays récemment sortis du régime de l'IDA et les petits États et n'ont pas approuvé leur accès au programme régional et au mécanisme de riposte aux crises dans le cadre de l'IDA18.

### D. Les 5 thèmes spéciaux et les engagements stratégiques de l'IDA18

- S'agissant du thème « emplois et transformation économique », les participants ont demandé à la Direction de revoir ses ambitions à la hausse et de renforcer le rôle de la SFI. Ils ont fait référence à la contribution et à l'importance du document « non officiel » rédigé et distribué par les chaises africaines à cet effet.
- En ce qui concerne le thème « Fragilité, conflits et violence », les participants ont salué les progrès réalisés par l'IDA pour le soutien aux pays en situation de fragilité, de conflit et de violence (FCV) ainsi que les efforts déployés pour mettre en œuvre le guichet des réfugiés et le régime d'atténuation des risques. Ils ont

recommandé : i) une intensification de l'engagement au cours de la seconde moitié du cycle de l'IDA ; ii) une plus grande attention aux aspects relatifs à la prévention ; et iii) une opérationnalisation rapide des recommandations du rapport conjoint Banque mondiale - Nations Unies intitulé « Chemins pour la paix : approches inclusives pour la prévention de conflits violents ».

- À propos du thème « genre et égalité des sexes », les participants ont reconnu les efforts fournis pour combler les écarts et financer l'inclusion de manière générale dans les États fragiles. Ils ont réitéré la nécessité de disposer de plus de données désagrégées et de renforcer le partenariat autour des questions liées au genre. Ils ont ensuite exhorté la Banque à renforcer son engagement afin de : i) traduire la stratégie relative à l'égalité des sexes en termes d'impact ; ii) insister sur le rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'emploi et l'inclusion numérique ; et iii) adopter une approche plus globale à l'égard de la violence sexiste.
- S'agissant du thème sur le changement climatique, les participants se sont félicités des engagements pris par la Banque mondiale. Ils se sont également félicités du bon état d'avancement dans la mise en œuvre des engagements stratégiques de IDA18 sur ce thème et ont convenu de la nécessité de mettre plus d'accent sur l'adaptation et la résilience.
- Au sujet du thème gouvernance et institutions, les participants ont reconnu que des progrès significatifs ont été accomplis. Ils ont recommandé une plus grande ambition pour la période restante de l'IDA18 et la priorisation de la mobilisation des ressources intérieures, en particulier dans les pays dont le ratio Recettes fiscales/PIB est inférieur à 15 %.

### E. Les orientations stratégiques proposées pour l'IDA19

Les participants ont recommandé que les cinq thèmes spéciaux de l'IDA18 soient maintenus pour le prochain cycle de l'IDA19. Ils ont exhorté la Direction de la Banque à accorder une attention particulière aux questions émergentes, à savoir le capital humain, les technologies de rupture et le niveau croissant de la dette dans les pays IDA. Par contre, ils ne se sont pas accordés sur les deux thèmes généraux proposés par la Direction et ont requis de nouvelles propositions de thèmes pour l'IDA19.

## F. La viabilité financière à long terme de l'IDA et les droits de vote de l'IDA

Les participants ont marqué leur soutien pour les principes de bases qui soutiennent la viabilité financière à long terme du nouveau modèle financier de l'IDA18 et attendent avec grand intérêt les prochaines discussions sur les scénarios



La délégation du Groupe Afrique II ayant pris part à la réunion de revue à mi-parcours de l'IDA18. Au centre, M<sup>me</sup> la Ministre Boulama Kané. À sa droite, l'Administrateur Tchachouang et M<sup>me</sup> Ehui, Conseillère Principale de l'Administrateur. À sa gauche, M. Sani, DG de la programmation du Développement (Niger) et M<sup>me</sup> Koumtingue, Conseillère de l'Administrateur.

de financement de l'IDA19. Ils ont convenu de dissocier les discussions sur les droits de vote de celles relatives à la reconstitution des ressources au titre de l'IDA19. Cependant, ils ont reconnu l'importance de s'accorder sur les objectifs, les principes d'organisation et le processus d'examen du dossier sur les droits de vote.



Vue de la salle pendant les travaux de revue à mi-parcours de l'IDA18 à Livingston.

## LES DEUX REPRÉSENTANTS DU GROUPE AFRIQUE II AUX RÉUNIONS DE L'IDA18

La reconstitution des ressources de l'IDA intervient tous les trois ans (cycle de reconstitution de l'IDA) et consiste généralement en trois ou quatre réunions se déroulant sur une année calendaire. Au cours de ces réunions, les plénipotentiaires, qui sont les représentants des pays donateurs de l'IDA, et les représentants des pays emprunteurs discutent des besoins de financement de l'IDA et des directives pour l'utilisation des ressources.

Les représentants des pays bénéficiaires participent aux discussions de reconstitution de l'IDA depuis le cycle de reconstitution de l'IDA13. Actuellement, les représentants des pays bénéficiaires sont au nombre de 14. Le tableau ci-contre donne la répartition des représentants par régions géographiques.

Notre groupe est représenté par M<sup>me</sup> Aichatou Boulama Kané, Ministre du Plan du Niger, et M. Paulo Gomes, Consultant et ancien Administrateur du Groupe de la Banque mondiale.

RÉGIONS DU MONDE	AVANT L'IDA18	À PARTIR DE L'IDA18
Afrique subsaharienne	3	6*
Asie du sud	1	2
Asie de l'Est et Pacifique	2	2
Amérique latine et Caraïbes	1	2
Europe et Asie centrale	1	1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>14</b>

\* (dont deux pour notre groupe)

## BIOGRAPHIE DE MADAME AÏCHATOU BOULAMA KANE



Madame Aïchatou Boulama Kané est Ministre du Plan de la République du Niger et Gouverneure de la Banque mondiale depuis 2016.

Ancienne Gouverneure de la Région de Niamey, de 2011 à 2013, elle a servi successivement comme Directrice de Cabinet du Premier Ministre de 2013 à 2015, et Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens de l'Extérieur, de 2015 à 2016.

M<sup>me</sup> Boulama Kané est une des pionnières dans l'organisation et la tenue de la marche historique des femmes nigériennes qui protestaient contre la faible représentation des femmes à la Conférence Nationale ; un mouvement à partir duquel est instituée la journée nationale de la femme nigérienne, désormais célébrée le 13 mai de chaque année.

Elle a obtenu sa Maîtrise en Économie à l'Université de Rennes I, en France. En 1981, elle obtient un DESS en Transport et Distribution à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne (France).

Depuis le 6 février 2018, M<sup>me</sup> Kané est Présidente du Conseil des Ministres du G5 Sahel.

## BIOGRAPHIE DE MONSIEUR PAULO GOMES



Consultant international et Ancien Administrateur du Groupe de la Banque mondiale, Monsieur Paulo Gomes a à son actif plus de 25 ans d'expérience à la fois dans l'Administration Publique et le secteur Privé. Il a été également membre du Conseil d'Administration de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), de Ecobank, et de Asky Airline.

M. Gomes conseille plusieurs dirigeants et Administrateurs de grandes entreprises. Il a joué un rôle de leadership important dans le développement de plusieurs initiatives du secteur privé tel que l'émergente Société de Développement agricole de l'Afrique de l'Ouest lancée en 2012.

M. Gomes a obtenu son Master en Politiques économiques et Gestion avec Mention Honorable, au Kennedy School de l'Université de Harvard, aux États-Unis, en 1997. Il a obtenu sa Maîtrise en Commerce International à l'Institut d'études libres des relations internationales (ILERI), et un Certificat d'études politiques de l'Institut d'études politiques (Sciences Po), à Paris, France, en 1984.

# ENTRETIEN AVEC S.E. M<sup>ME</sup> KANÉ AICHATOU BOULAMA, MINISTRE DU PLAN DU NIGER ET REPRÉSENTANTE DES PAYS DU GROUPE AFRIQUE II EMPRUNTEURS DE L'IDA

LIVINGSTON, LE 15 NOVEMBRE 2018

**Bulletin du Bureau de l'Administrateur :** M<sup>me</sup> la Ministre, les travaux de la revue à mi-parcours de l'IDA18 viennent de se clôturer à Livingston. C'est également votre première participation en tant que représentante des pays emprunteurs de l'IDA. Quelles sont vos impressions sur le déroulement des travaux ?

**M<sup>me</sup> Kané Aichatou Boulama :** Je voudrais commencer par vous remercier de me donner l'opportunité de partager avec mes collègues gouverneurs mes impressions au sortir de la revue à mi-parcours de l'IDA18. Je me réjouis d'avoir été invitée pour prendre part à cette importante réunion en tant que représentante des pays emprunteurs. J'ai apprécié le caractère participatif et inclusif de cette réunion qui regroupe autour d'une même table les pays emprunteurs et les pays donateurs, et l'esprit de camaraderie qui a prévalu tout au long des trois jours de discussions. J'ai également apprécié le bon niveau de préparation de l'équipe IDA de Axel Von Trostsenburg, la qualité des documents mis à notre disposition, les présentations et explications qui ont permis d'avoir des échanges très fructueux. J'ai surtout été impressionnée par le savoir-faire des deux co-présidentes, la Directrice Générale du Groupe de la Banque mondiale, Madame Kristalina Georgieva et Madame Antoinette Sayeh, ancienne Directrice du Département Afrique du FMI, que j'ai retrouvée avec plaisir. De notre côté, nous avons pu mettre en avant avec force notre position sur tous les points à l'ordre du jour. Au vu de la synthèse des travaux qui a été faite le dernier jour, je dois dire qu'une des principales leçons que je tire est que la voix des emprunteurs compte véritablement. Je saisis cette occasion pour dire un grand merci au Bureau de l'Administrateur qui nous a pertinemment assisté et conseillé tout au long de cette réunion, pour mener à bien notre mission de représentant des emprunteurs de notre Groupe.

**B.B.A. :** Quelles sont les principaux enseignements que vous retenez de la mise en œuvre de l'IDA18 pendant cette première moitié du cycle ? En particulier que pensez-vous de la performance de l'IDA18 ? Quelles sont les principales leçons pour les pays de l'Afrique Subsaharienne ?

**K.A.B. :** Permettez-moi, avant de répondre à cette question de rappeler que IDA est un fond multilatéral de développement mis en place en 1960 pour aider les plus pauvres membres de la Banque mondiale. IDA joue un rôle essentiel dans le développement de nos pays car sur les 23 pays de notre Groupe, 20 émarginent dans ce fond. Les ressources de l'IDA sont concessionnelles avec une maturité qui peut aller jusqu'à 38 ans, 6 ans de grâce et un taux d'intérêt de 0,75 %. Ces ressources font l'objet d'une reconstitution tous les 3 ans par les pays donateurs. IDA18 (2017–2020) a connu un niveau de mobilisation record de US\$ 75 milliards, dont US\$ 45 milliards destinées à l'Afrique. De nombreuses innovations ont également été introduites, notamment en termes d'instruments financiers. L'IDA18 comprend cinq thèmes spéciaux ; à savoir la fragilité, le climat, le genre, la gouvernance, l'emploi et la transformation

économique. Pour revenir spécifiquement à votre question, la revue à mi-parcours a permis de constater que tous les 46 engagements stratégiques sont sur la bonne voie d'être atteints d'ici la fin de l'IDA18. Et au niveau des prêts, US\$ 30 milliards sur les US\$ 75 milliards ont été déjà engagés. Malgré ces résultats tangibles, la revue a également montré que des défis subsistent ; par exemple, le guichet du secteur privé n'a connu qu'un engagement de US\$ 185 millions sur les US\$ 2,5 milliards prévus. Le taux de l'extrême pauvreté demeure élevé en Afrique et dans les pays fragiles, et le niveau d'endettement des pays s'accroît sensiblement. Sur le thème de l'emploi et de la transformation économique, bien que les engagements stratégiques soient sur la bonne voie, nous estimons que la Banque doit élever son niveau d'ambition sur ce thème spécial. A ce titre, les représentants des emprunteurs que nous sommes ont fait des recommandations contenues dans une déclaration qui a reçu l'adhésion massive des participants.

**B.B.A.** : Qu'en est-il des pays dits « fragiles » ? Concrètement, que fait le groupe de la Banque mondiale pour aider ce groupe de pays ?

**K.A.B.** : Là, vous posez une question très importante pour notre Groupe qui compte 10 pays fragiles sur les 23 que nous sommes, et 2 pays à risque de fragilité (le Niger et la Guinée). Comme vous le savez, les pays fragiles font face à de nombreux défis qui affectent sérieusement leur cadre macroéconomique et leurs efforts de lutte contre la pauvreté. Non seulement ces pays subissent les effets du changement climatique, mais ils connaissent également des problèmes de sécurité qui pèsent sur leurs finances publiques. Les états fragiles ont fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de l'IDA18. En plus de leur allocation de base qui a été doublée, trois guichets ont été mis en place pour les aider à obtenir plus de ressources pour faire face à leur besoin : i) le guichet de redressement dit « turn-around » ; ii) le sous-guichet des réfugiés ; et iii) le guichet d'atténuation des risques de fragilité. La problématique de la fragilité, conflits et violence a également été retenue comme thème spéciale.

Au cours de nos réunions, la Banque mondiale s'est engagée à s'orienter vers plus de prévention, et à renforcer son équipe sur le terrain. Je me réjouis du fait que la réunion a véritablement pris conscience que la réalisation des objectifs du développement durable et notamment de la réduction de l'extrême pauvreté dans le monde passe par l'éradication de la pauvreté dans les pays fragiles. Nous avons défendu et obtenu que la Banque utilise l'approche régionale car la fragilité n'a pas de frontière. A cet égard, nous attendons donc que la Banque initie des projets régionaux au sahel, dans les pays des grands lacs, le bassin du lac Tchad et la Corne de l'Afrique.

**B.B.A.** : Le Niger votre pays est l'un des pays emprunteurs de l'IDA. Pourriez-vous nous parler des résultats de l'IDA dans votre pays ainsi que des attentes du Niger par rapport aux appuis de l'IDA18 ?

**K.A.B.** : En tant que pays classé à risque de fragilité, le Niger a vu son allocation de base doublée par rapport à l'IDA17. De plus, nous avons également bénéficié du guichet d'appui aux réfugiés avec un programme très important qui concerne les régions de Diffa, Tillabéry et Tahoua. Le Niger a aussi bénéficié au titre du guichet du secteur privé, de la mise en place de lignes de crédits pour la promotion des petites et moyennes entreprises. Il est important d'indiquer à ce niveau que pour la promotion du secteur privé au Niger, la SFI dispose d'une feuille de route portant sur le développement de l'infrastructure financière, le climat des affaires, le financement des PME, le financement des petits producteurs en zone rurale (y compris les femmes) et le PPP dans les secteurs de l'Énergie et des TIC. Déjà nous avons pu signer plus de US\$ 370 millions d'engagement et d'ici la fin de l'année, nous espérons obtenir un appui budgétaire important pour mettre en œuvre des réformes en matière de développement du monde rural, et dans le secteur de la télécommunication et de l'énergie notamment. D'autres projets sont en cours de préparation comme le projet de transformation de l'agriculture, et le projet de désenclavement des zones agricoles. Donc, vraiment la coopération avec la Banque mondiale est excellente.

**B.B.A.** : Le processus de reconstitution des ressources de l'IDA19 vient juste d'être lancé à Livingston, en Zambie ce matin. Quels sont vos attentes par rapport à ce nouveau cycle de reconstitution ? Pouvez-vous nous donner votre vision par rapport aux perspectives de IDA 19 ?

**K.A.B.** : La première attente c'est d'abord une reconstitution forte des ressources qui puissent permettre à nos pays d'adresser les nombreux défis persistants tels que l'extrême pauvreté, la dette, la fragilité, l'insécurité, le déficit en capital humain, mais également tirer profits des opportunités offertes par les technologies de rupture. La consolidation et le renforcement des résultats acquis est également très important, si nous voulons que les résultats actuels se traduisent par un changement dans les conditions de vie des populations.

**B.B.A.** : Votre mot de la fin sur comment les Gouverneurs africains de la Banque mondiale souhaitent voir cette institution mondiale contribuer à soutenir les politiques de développement ?

**K.A.B.** : L'IDA reste la première institution en matière de lutte contre la pauvreté et de promotion de la croissance dans le monde. Son succès tient à sa capacité d'adaptation aux divers besoins de ses clients et à l'évolution de la conjoncture internationale. L'IDA a beaucoup évolué ; elle est maintenant plus à l'écoute de ses clients. Notre présence ici en est une preuve concrète. Le partenariat avec les pays a également beaucoup évolué, en laissant aux pays le leadership de leur développement. Les pays doivent continuer à avoir le leadership dans la définition des politiques de leur pays. Ils doivent également s'approprier de toutes les possibilités offertes. Quant à la Banque, elle doit continuer à renforcer sa présence sur le terrain et à diffuser davantage les meilleures pratiques, que chaque pays peut adapter à ses réalités.

## PROJET NACHTIGAL

Le projet de construction du barrage hydroélectrique de Nachtigal Amont de 420 MW sur le fleuve Sanaga au Cameroun est une priorité pour l'État du Cameroun dans la mesure où il lui permettra de disposer d'une source additionnelle importante de production d'électricité stable à l'horizon 2020. Il s'inscrit dans un vaste programme de valorisation du potentiel hydroélectrique du bassin de la Sanaga.

Le projet est développé par une société camerounaise, Nachtigal Hydro Power Company (NHPC), créée le 7 juillet 2016 par l'État du Cameroun en association avec Electricité de France et la Société Financière Internationale (SFI), la filiale du Groupe de la Banque mondiale en charge du financement du secteur privé. Les travaux préliminaires pour la construction du barrage ont démarré en 2017. La mise en service opérationnelle sera échelonnée entre 2021 et 2022.

Le coût de l'investissement est estimé à 1,2 milliard d'euros pour ajouter 40% à l'offre d'énergie au Cameroun, à un prix record de 6,3 cents d'Euro/KWh comparé au 12 cents d'Euro en moyenne actuellement. Il est essentiellement basé sur la mobilisation des ressources du secteur privé et très représentatif du modèle appelé « maximiser le financement pour le développement » (MFD) de maximisation de ressources pour le développement poursuivi par le Groupe de la Banque mondiale.

La SFI y apporte 110 millions d'euros de financement, 60 millions d'euros de participation au capital, tandis que la BIRD et la MIGA apportent respectivement 260 millions d'euros et 190 millions d'euros de garanties. En outre, la SFI coordonne le financement d'une quinzaine d'investisseurs privés pour un montant de 800 millions d'Euros.

## AUTRES PROJETS APPROUVÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE DANS LES PAYS DE NOTRE GROUPE AU COURS DU MOIS DE NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 2018

Le 9 novembre 2018 - Djibouti - Projet intégré d'amélioration des bidonvilles dans le cadre du guichet de l'IDA18 pour les réfugiés  
- US\$ 20 Millions.

Le 29 novembre 2018 - Burkina Faso - Projet d'urgence pour le financement des coûts récurrents  
- US\$ 100 Millions.

Le 6 décembre 2018 - Niger - Appui budgétaire sur le renforcement des réformes pour la croissance du secteur rural  
- US\$ 55 Millions.

Le 10 décembre 2018 - Togo - Deuxième appui budgétaire pour la gestion fiscale et la réforme des infrastructures  
- US\$ 40 Millions.

Le 13 décembre 2018 - Cabo Verde - Projet d'inclusion sociale  
- US\$ 10 Millions.

Le 13 décembre 2018 - Cameroun - Projet d'électrification rurale et d'accès à l'énergie des populations des zones non desservies  
- US\$ 150 Millions.

Le 14 décembre 2018 - Sénégal - Deuxième appui budgétaire pour les réformes multisectorielles  
- US\$ 180 Millions.

## FORUM SUR LA FINANCE MIXTE EN AFRIQUE

L'Administrateur Jean-Claude Tchatchouang a participé le 28 novembre 2018 à Dubaï au 3<sup>ème</sup> Forum annuel sur l'Afrique organisé par le Cabinet Bryan Cave Leighton Paisner (BCLP).

Ce Forum a rassemblé les représentants des institutions de développement et du secteur privé venus de l'Afrique, du Moyen-Orient, d'Europe et des États-Unis pour discuter des investissements en Afrique, des partenariats public-privé, des fusions et acquisition en Afrique, ainsi que du rôle des différents acteurs présents sur les marchés africains, à savoir les institutions de financement du développement, les institutions financières, le secteur privé et les Gouvernements. Le Forum a été organisé en trois panels dont le premier a porté sur le *Mergers and acquisition* (M&A) en Afrique, le deuxième sur l'agriculture et le troisième sur l'énergie et les infrastructures.

En marge du Forum, une réunion a été organisée entre le *Millennium Challenge Corporation* (MCC), le fonds *Overseas Private Investment Corporation* (OPIC) et les institutions de finance islamique pour discuter de la finance mixte en Afrique. Il a été également question des voies et moyens pour informer les acteurs du secteur privé sur les financements alternatifs disponibles tels que ceux offerts par le MCC. L'Administrateur Jean-Claude Tchatchouang a fait une intervention sur les actions de la Banque mondiale en matière de mobilisation du secteur privé pour le financement maximal du développement.

## L'ADMINISTRATEUR JEAN-CLAUDE TCHATCHOUANG EST NOMMÉ VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ DU BUDGET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Dans le cadre de la reconstitution des Comités spécialisés au titre du Nouveau Conseil d'Administration entré en fonction le 1<sup>er</sup> novembre 2018, l'Administrateur Jean-Claude Tchatchouang a été élu Vice-Président du Comité du Budget. Il est par ailleurs membre du Comité des ressources humaines.

Établi en 1986 avec un terme de référence révisé en 2009, le Comité du Budget a pour mission d'assister le Conseil d'administration dans la préparation de l'approbation des budgets de la BIRD, de l'IDA, de la SFI et de MIGA, ainsi que dans la supervision de leurs business plans.

Le Comité assiste également le Conseil d'Administration dans la formulation des directives données à la Direction du Groupe de la Banque mondiale en matière d'orientations stratégiques en relation avec les budgets et les fonds fiduciaires alloués aux institutions. Le Comité du Budget appuie aussi le Conseil d'Administration dans son rôle de suivi de la performance budgétaire et opérationnelle en liaison avec l'obligation d'une utilisation efficace et efficiente des ressources mises à la disposition du Groupe. Il recommande au Conseil d'Administration les politiques budgétaires, les procédures et les standards appropriés.

Les activités du Conseil comprennent les deux réunions hebdomadaires (mardi et jeudi) et les réunions des 5 Comités spécialisés du Conseil (Comité des Affaires administratives du Conseil : *Committee on General and Administrative Matters*, COGAM ; Comité des Ressources Humaines : *HR Committee* ; Comité d'Audit : *Audit Committee* ; Comité du Budget : *Budget Committee* ; Comité sur l'efficacité des Actions de Développement : *Committee on Development Effectiveness*, CODE). Il existe également un Comité d'éthique (*Ethic Committee*) et un Comité de pilotage du programme de travail du Conseil (*Steering Committee*). Les Comités se réunissent sur convocation les autres jours de la semaine, en fonction des dossiers en cours. Le Comité d'Éthique se réunit de façon ad hoc tandis que le Comité de pilotage se réunit chaque deux mois à partir de janvier pour examiner le programme glissant sur trois mois des réunions du Conseil et de ses Comités.

## JOURNÉES CULINAIRES DU CAMEROUN

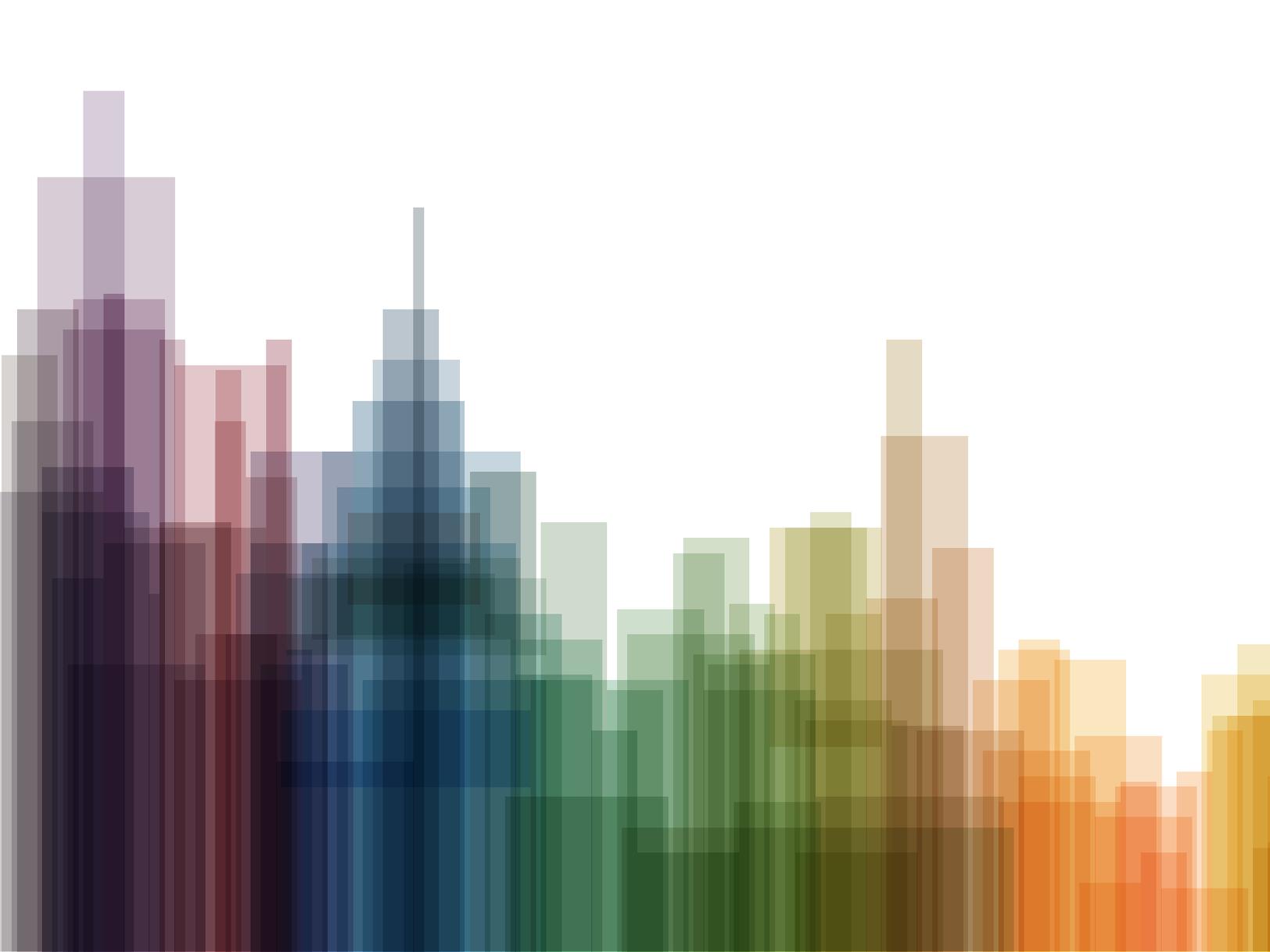
Le Cameroun a été à l'honneur les 6 et 7 novembre 2018, à l'occasion des 'Heritage Days' créés par le restaurant VIP de la Banque mondiale pour promouvoir l'art culinaire des pays membres. Ces journées culinaires ont été conjointement organisées par le Bureau de l'Administrateur, l'association des camerounais des institutions de Bretton Woods (CAMWISA), l'Ambassade du Cameroun à

Washington, DC avec la participation du Chef étoilé Éric Medjo venu spécialement du Cameroun pour la circonstance. Pendant deux jours, une foule nombreuse composée essentiellement des employés de la Banque mondiale et du FMI, des ambassadeurs accrédités à Washington, DC est venu goûter aux délices des saveurs camerounaises.



Salle VIP du restaurant de la Banque mondiale lors du libre-service des repas.

Cet événement coïncidait avec la réouverture du restaurant qui avait été fermé pendant plus de quatre mois pour les travaux de réfection. C'est donc dans un restaurant flambant neuf que les papilles de nos convives ont pu savourer la kyrielle de mets que le Chef MEDJO a servi pour la circonstance.



**LE GROUPE AFRIQUE II** comprend le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, Cabo Verde, la République Centrafricaine, le Tchad, les Comores, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, l'Île Maurice, le Niger, São Tomé & Príncipe, le Sénégal, le Togo.

**BULLETIN DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR DU GROUPE AFRIQUE II (EDS13)**

Rédaction : Bureau de l'Administrateur (EDS13)

Édition : Bureau de l'Administrateur (EDS13)

Conception : GCS, Creative Services, Groupe de la Banque mondiale,

Impression : Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC.

Pour toute contribution ou suggestion veuillez contacter Abdoul Karim OURO SAMAH,  
aallassan@worldbank.org. Tél. : +1 (202) 458 1158 | Fax : +1 (202) 522 1585

Ce bulletin est aussi disponible sur le site web du Bureau de l'Administrateur, à l'adresse  
<http://www.worldbank.org/eds13>.